

Projet de pétition

À Monsieur le Ministre de l'Économie et des Finances,
À Monsieur le Ministre délégué chargé du Budget,
À Monsieur le Directeur général des Finances publiques,

Nous, travailleurs indépendants de tous secteurs, dirigeants et administrateurs de petites et moyennes entreprises, citoyens,

avons pris acte de la généralisation progressive de la facturation électronique et de ses objectifs légitimes : lutte contre la fraude fiscale, simplification et fiabilisation des déclarations comptables et fiscales, modernisation des échanges entre entreprises et administration.

Nous acceptons pleinement cette obligation légale et fiscale.

En revanche, nous refusons que la transmission de données économiques et fiscales obligatoires repose exclusivement sur des intermédiaires privés, via des plateformes commerciales (PA), et demandons le rétablissement effectif d'une **plateforme publique de facturation (PPF)**, développée, opérée et mise à disposition par l'administration.

Cette demande repose sur plusieurs principes fondamentaux :

1. Un principe de service public

Une obligation administrative imposée par la puissance publique, portant sur la transmission de données fiscales et économiques sensibles, doit pouvoir être satisfaite directement auprès d'une infrastructure publique.

Un portail public constitue un guichet unique, neutre et pérenne, au service de l'intérêt général, sans dépendance à des acteurs commerciaux.

2. Un enjeu d'efficacité économique globale

La multiplication de plateformes privées pour répondre à une obligation légale crée un marché captif, génère des coûts de transaction supplémentaires et introduit des effets de rente.

Une infrastructure publique mutualisée permettrait de limiter la duplication des systèmes, de réduire les coûts globaux pour la collectivité et d'éviter un transfert durable de charges vers les très petites entreprises, les indépendants et les associations.

3. Un impératif de sobriété environnementale

La coexistence de nombreux opérateurs concurrents pour un même service obligatoire entraîne une multiplication des infrastructures numériques, des centres de données, des opérations marketing et des flux redondants.

Un acteur public unique favoriserait la mutualisation, la sobriété numérique et la réduction de l'empreinte environnementale du dispositif.

4. Une exigence de protection et de souveraineté des données

Les données de facturation constituent des informations économiques stratégiques. Leur centralisation via des plateformes privées expose à des risques accrus : exploitation commerciale indirecte, dépendance à des acteurs adossés à des intérêts financiers ou extra-européens, complexité accrue de la chaîne de sécurité.

Une plateforme publique garantit une maîtrise souveraine, une gouvernance transparente et une limitation stricte des usages.

Pour toutes ces raisons, nous demandons que l'État assume pleinement son rôle et rétablisse un **portail public de facturation électronique**, gratuit, accessible à tous, pleinement fonctionnel, et constituant l'infrastructure de référence pour répondre à cette obligation légale.